

Burundi : La société civile veut plus d'espaces pour un dialogue avec le pouvoir

@rib News, 07/12/2011 â€“ Source Xinhua Les organisations de la société civile burundaise ont organisé ce mercredi la Journée de la Société Civile au cours de laquelle elles réclament plus d'espaces pour un dialogue tant avec les pouvoirs exécutif et législatif, selon le directeur général du Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC). « Il est important qu'on ait davantage des cadres de dialogue entre le gouvernement et la société civile mais aussi entre la société civile et les parlementaires », a réclâmé Pacific Nininahazwe.

Le FORSC réclame davantage d'espaces de dialogue avec l'exécutif et les parlementaires puisqu'il y a ces derniers temps un climat de malentendus entre le pouvoir et la société civile, les médias et les avocats au Burundi. « Il y a aujourd'hui un discours qui stigmatise l'action de la société civile en la simulant à l'opposition politique. Ce qui nous fait mal ; nous attendons probablement qu'il y ait une correction au niveau de ce discours officiel. Nous avons aussi des difficultés de nous faire comprendre auprès de certains pouvoirs publics, surtout quand il s'agit d'organisations qui travaillent sur les questions des droits de l'homme », explique la responsable du FORSC. Le FORSC a salué tout de même des évolutions qui ont été enregistrées au cours de cette année. Il y a moyen de citer la réhabilitation du FORSC par le ministère de l'Intérieur en janvier 2011 avec lequel il y avait un climat très tendu ; la libération du journaliste Jean Claude Kavumbagu de l'agence en ligne NetPress au mois de mai 2011 ; la mise en place concertée de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et l'organisation des États-général à Gitega au centre du Burundi au mois d'août 2011.